

# SARTRE, UN « SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE »

## À PROPOS DE

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses*, trad. É. Dobenesque, Paris, La Fabrique, 2011, 414 p., 18 €.

\*Michel Kail a été membre du Comité de rédaction de la revue *Les Temps Modernes* de 1986 à 2007, il est codirecteur de la revue *L'Homme et la société*. Son dernier ouvrage paru est *Jean-Paul Sartre, conscience et subjectivité* (Paris, SCÉRÉN, 2011).

L'engagement politique de Sartre ayant fait l'objet de nombre de travaux, analyses et autres études, le sujet semble épuisé. En proposant de rouvrir ce dossier que l'on pouvait penser clos, Ian Birchall propose dans *Sartre et l'extrême gauche française* un projet ambitieux alliant approches historique et philosophique. Michel Kail nous en offre ici une lecture qui met l'accent sur la question de la séparation entre œuvre et engagement, et celle de l'opposition entre contexte et situation, et qui analyse l'approche méthodologique que mobilise Ian Birchall pour réexplorer le personnage de Sartre. Les concepts sartriens sont-ils applicables à l'analyse du parcours politique de leur auteur ? Par **MICHEL KAIL\***

Dans *Sartre et l'extrême gauche française*, Ian Birchall a choisi de s'intéresser au Sartre politique. Ignore-t-il qu'un tel intérêt a depuis longtemps été invalidé ? N'a-t-il pas été prévenu que la question a définitivement été réglée par la sentence « avoir tort avec Sartre, avoir raison avec Aron » si complaisamment répétée ? Soit on se range du côté sartrien et, empruntant la voie de l'erreur, on se condamne à l'impuissance, soit on retient l'option aronienne, et, la voie étant toute tracée, il n'y a plus qu'à la suivre. Une telle appréciation – et sans doute est-ce là sa vocation – n'offre d'alternative qu'en apparence car, dans les deux cas, celui de la politique confondue avec une comédie des erreurs

Sartre alors qu'il en existe déjà tant et que le philosophe déclarait sans ambages qu'il n'avait jamais rien appris dans les ouvrages écrits sur lui. Mais il s'empresse de surmonter ce découragement en invoquant la richesse de l'œuvre qui offre ainsi la possibilité de découvertes à un lecteur attentif et empathique, également soucieux de rectifier certaines erreurs trop souvent reproduites.

Lecteur attentif et empathique, Birchall l'est incontestablement en délimitant strictement l'objet de son analyse, à savoir retracer toute l'évolution politique de Sartre, en s'attachant particulièrement aux rapports qu'il a entretenus avec le stalinisme en général, et son représentant

---

*N'y a-t-il pas quelque légèreté à accéder à l'œuvre par le biais des prises de position politiques, comme s'il s'agissait d'éclairer celle-là par celles-ci ?*

---

ou celui d'un réalisme soumis aux impératifs de l'objectivité de l'expert, l'engagement politique est frappé d'inanité.

Aussi pouvons-nous mieux comprendre l'acharnement mis à « ringardiser » Sartre qui écrivait : « Car c'est en changeant le monde qu'on peut le connaître. Ni la conscience détachée qui survolerait l'univers et ne pourrait prendre de point de vue sur lui, ni l'objet matériel qui reflète un état du monde sans le comprendre ne peuvent jamais « saisir » la totalité de l'existant dans une synthèse – fût-elle purement conceptuelle. Seul le peut un homme en situation dans l'univers, totalement écrasé par les forces de la nature et qui les dépasse totalement par son projet de les capter<sup>1</sup>. » L'engagement politique ne vient pas en plus de l'activité de connaissance, il en est un élément constitutif. L'indignation n'est pas seulement une vertu morale, mais épistémologique.

### **Toute l'activité politique de Sartre, rien que l'activité politique**

Ian Birchall avoue qu'il ne peut s'empêcher d'éprouver une forme de culpabilité au moment de s'engager dans la rédaction de son ouvrage : un commentaire de plus consacré à l'œuvre de

français le PCF en particulier, ainsi qu'avec la gauche antistalinienne. Concentrant son analyse sur l'attitude politique de Sartre, constituée en objet propre, Birchall nous prévient que les références à l'œuvre n'interviendront que pour autant qu'elles concernent spécifiquement l'engagement politique. Cette précision ne manque pas de susciter une objection qui se voudrait de principe : comment prendre en compte les engagements politiques d'un auteur à l'œuvre abondante et reconnue tout en la tenant à distance et en faisant comme si elle ne jouait pas un rôle décisif dans l'orientation de ses engagements ? Plus encore, n'y a-t-il pas quelque légèreté à accéder à l'œuvre par le biais des prises de position politiques, comme s'il s'agissait d'éclairer celle-là par celles-ci ?

La lecture de l'ouvrage nous a convaincus que l'objection méritait d'être levée. En effet, Birchall donne un exposé *complet* de l'activité politique de Sartre et fournit ainsi un ensemble fiable à qui serait tenté d'examiner systématiquement les rapports entre Sartre écrivain et Sartre politique. On peut ajouter à cet argument que la conclusion ne saurait être directe de la philosophie à la politique, si bien que cette dernière jouit pour le moins



d'une certaine autonomie vis-à-vis de la première et mérite une étude spécifique.

#### Un point de vue trotskiste

« *L'un des tout premiers souvenirs politiques de Sartre était la Révolution russe de 1917 et il est mort juste avant la naissance de Solidarnosc en Pologne en 1980. Sa vie a donc embrassé la naissance et la chute du bloc communiste d'Europe de l'Est. Après avoir assisté aux premiers temps du régime hitlérien, il a vécu le Front populaire, l'occupation allemande et les années de crise des guerres coloniales françaises désastreuses en Indochine et en Algérie, avant de participer à la renaissance de la gauche en 1968* » (p. 15).

Telles sont les grandes étapes, marquées par Birchall, de l'itinéraire politique de Sartre, dont l'énumération conduit en effet à penser que celui-ci a été largement commandé par la question du stalinisme – comme l'avance d'ailleurs nettement le titre de l'édition anglaise de l'ouvrage, *Sartre Against Stalinism*. Le stalinisme, soviétique et français, ordonne donc la configuration du « contexte » – nous reviendrons plus loin et de manière critique sur cette notion dont usent et abusent les analyses historiques – dans lequel Sartre prend position, et quels que soient les aléas de ses engagements,

Sartre mérite aux yeux de Birchall le brevet de « *socialiste révolutionnaire* » : « *Mais si beaucoup d'ambiguïtés et de confusions persistèrent, Sartre demeura clairement un socialiste révolutionnaire* » (p. 336). Ce qui vaut à Sartre cette appréciation flatteuse, sous la plume de Birchall, c'est qu'il a toujours maintenu un lien avec la gauche à la gauche du PCF, et ce même lorsqu'il se fera « *compagnon de route* », entre 1952 et 1956. « *Les quatre ans que durèrent l'idylle de Sartre avec le PCF, de 1952 à 1956, ne sont pas la période la plus glorieuse de sa vie et sont sans doute ceux qui ont donné le plus d'armes à ses détracteurs anticommunistes. La plupart des critiques de sa conduite politique pendant cette période sont pleinement justifiées. Mais sa position était complexe et contradictoire. Pour l'apprécier véritablement, il est nécessaire de la replacer dans son contexte. Son évolution politique pendant les années 1950 est souvent présentée comme un simple dialogue entre deux protagonistes: Sartre et le PCF stalinien. Ce dialogue a bien eu lieu, mais il était accompagné d'un second dialogue, entre Sartre et les diverses tendances de la gauche antistalinienne* » (p. 205).

Cette citation, qui ouvre le chapitre XI intitulé « *Liaison dangereuse* », dans lequel Birchall raconte précisément le compagnonnage sartrien

---

*Disons une fois de plus que l'originalité de l'étude menée par Birchall réside dans sa vocation à embrasser l'ensemble de la pratique politique de Sartre.*

---

avec le parti communiste, mérite que nous nous y arrêtions car elle permet de caractériser assez justement la méthode d'analyse développée dans l'ouvrage. Quel est le mouvement de l'argumentation ? Une stigmatisation du choix sartrien – légitime, même assénée par les anticommunistes – pondérée par la mise en évidence de la méconnaissance de la complexité, voire de la contradiction de la position sartrienne. Une fois reconnue, cette complexité oblige à un cadrage contextuel alors que la dépréciation initiale paraissait se suffire à elle-même ; cette contextualisation, qui procède en l'occurrence à un élargissement de l'angle de vue de l'analyste, révèle que le compagnonnage de Sartre avec le PCF ne l'a pas empêché de cultiver le dialogue avec la gauche antistalinienne.

On l'aura compris, Ian Birchall ne prétend pas aborder son sujet sous couvert de neutralité objectiviste, il revendique son parti pris envers la gauche du PCF, plus précisément envers la gauche trotskiste. Faut-il le lui reprocher ? Nous ne le pensons pas.

Ce n'est en effet pas ici l'affaire d'une adhésion partisane, mais plutôt d'efficacité méthodologique. Ce parti pris, loin de rétrécir le champ de vision, l'élargit et permet à Birchall de mettre, par exemple, en évidence le rôle non négligeable joué par Colette Audry (1906-1990) dans l'éducation politique de Sartre et de Beauvoir. Agrégée de lettres classiques, Audry rencontre Beauvoir

dans les années 1930, au lycée de Rouen où elles enseignent toutes les deux. Militante syndicale à la Fédération unitaire de l'enseignement, elle écrit dans son journal, *L'École émancipée* (elle y publiera notamment, en 1934, un article consacré à Heidegger sous le titre, « Une philosophie du fascisme allemand »), adhère au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, rejoint la SFIO en participant à la tendance animée par Marceau Pivert (la « gauche révolutionnaire », qui radicalise les revendications du Front populaire), et dénonce la politique de non-intervention en Espagne et les procès de Moscou. Dans ses mémoires, Beauvoir la fait membre d'un groupe trotskiste, mais aucun élément ne vient confirmer que Colette Audry ait jamais été membre d'une telle organisation. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que « sur toutes les grandes questions des années 1930 – l'antifascisme, le gouvernement de Front populaire, l'Espagne et les procès de Moscou – Audry était clairement dans le camp des antistaliniens qui s'opposaient au PCF » (p. 42). Confiant son témoignage à John Gerassi en 1973, Colette Audry précise : « Sartre ne comprenait pas bien la politique en 1936. Il ne pouvait pas comprendre que me disant communiste, je ne sois pas au Parti communiste. Il était même d'une naïveté si maladroite à ce sujet que mes amis me demandaient tout le temps pourquoi je prenais la peine de parler avec lui. (Je me rappelle avoir répondu à l'un d'eux que je préparais l'homme

## EXTRAIT L'INFLUENCE DE COLETTE AUDRY SUR SARTRE

**M**ais de toutes les amitiés politiques de Sartre, la plus importante fut celle de Colette Audry (1906-1990). Audry rencontra pour la première fois Simone de Beauvoir en octobre 1932 au lycée de Rouen où elles enseignaient toutes les deux. Audry était déjà une militante d'extrême gauche. Elle avait été bouleversée par la lecture de *Ma vie* de Trotsky, qui l'avait amenée à dépasser ses sympathies premières pour le PCF. En tant qu'enseignante, elle s'était engagée dans la Fédération unitaire de l'enseignement, un syndicat de gauche plutôt dominé par les antistaliniens, et elle écrivait dans son hebdomadaire, *L'École émancipée*. Elle y côtoya des personnalités de diverses tendances, des anarchistes aux trotskistes. Elle rejoignit ensuite la SFIO et devint, comme Daniel Guérin, un membre de la « gauche révolutionnaire ». Audry était tout le contraire du Sartre « non engagé ». C'était une militante syndicale et elle vendait

régulièrement le journal de la SFIO, *Le Populaire*, à la criée.

Dans ses mémoires, Beauvoir écrit qu'Audry était membre d'« une fraction d'oppositionnels trotskistes » et beaucoup de commentateurs se sont contentés de répéter cela comme un fait établi. Mais rien ne permet d'affirmer qu'Audry ait jamais été membre d'une organisation trotskiste. Elle resta à la SFIO lorsque les trotskistes en furent exclus en 1935 et, pendant la guerre civile espagnole, elle soutint le POUM (en publiant l'édition française de son journal), qui était très critiqué par Trotsky. Mais si ces subtilités doctrinales avaient échappé à Beauvoir, pour l'essentiel elle avait raison. Sur toutes les grandes questions des années 1930 – l'antifascisme, le gouvernement du Front Populaire, l'Espagne et les procès de Moscou – Audry était clairement dans le camp des antistaliniens qui s'opposaient au PCF. [...]

Audry est restée une grande amie de Sartre après-guerre et elle écrivait

régulièrement dans *Les Temps Modernes*. Elle publia deux livres sur Sartre et se présentait toujours comme l'une de ses proches. Cependant, malgré l'abondance de preuves, les commentateurs ont systématiquement sous-estimé l'influence d'Audry sur l'évolution des opinions politiques de Sartre. [...]

De toute évidence, Sartre n'apprenait pas vite et Audry avait développé un sens et une culture politiques dont il était encore très loin. Mais il est inconcevable que Sartre n'ait rien tiré de ces discussions. C'est à cette occasion notamment qu'il a dû se familiariser avec les idées, courantes dans l'extrême gauche de l'époque, sur la nature de classe de l'URSS – on trouve des échos de ces débats dans ses écrits des années 1940 et 1950.

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses*, trad. É. Dobenesque, Paris, La Fabrique, 2011, p. 41-42.

de l'avenir.) Mais cette innocence politique ne concernait que la tactique. Sur le fond, nous étions d'accord. À mon retour de Catalogne, quand je lui ai décrit la situation là-bas, il était clairement favorable à l'intervention des démocraties, du côté de la République.<sup>2</sup>» Ce dernier point permet de relativiser le prétendu apolitisme intégral de Sartre et de Beauvoir avant la guerre, que certaines de leurs déclarations ont pourtant entériné. S'il est vrai que leur engagement public date principalement de l'après-guerre, ils ne sont pas pour autant nés à la politique de façon soudaine et, pourrait-on dire, miraculeuse : on n'entre pas en politique comme si on se déportait d'un lieu à un autre, comme si on passait d'un état à un autre.

Ils sont au contraire impliqués dès les années 1930, par leur réseau de relations, dans la politique. Ian Birchall rappelle ainsi que la nouvelle *Le Mur*, écrite en 1937 et publiée en 1939, a été inspirée à Sartre par la guerre civile espagnole : « *Quand j'ai écrit Le Mur, je n'étais pas en rapport avec les thèses marxistes, j'étais simplement en révolte totale contre le fait du fascisme espagnol, et par conséquent, comme à ce moment-là, nous étions sur le plan de la défaite espagnole, je me trouvais beaucoup plus sensible à l'absurdité de ces morts qu'aux éléments positifs qui pouvaient se dégager d'une lutte contre le fascisme, etc.*<sup>3</sup> » Convient-il de surinterpréter, à la manière de Birchall, le fait que Sartre ait choisi un anarchiste comme héros, et non un partisan du Front populaire ? Certainement pas. Mais il n'en reste pas moins qu'écrire une telle nouvelle est loin d'être le fait d'un auteur indifférent ou imperméable aux événements politiques de son temps.

L'angle ouvert par le parti pris trotskiste de Birchall lui permet également de jeter une lumière sur un autre personnage que des analyses consacrées à Sartre n'évoquent en général que rapidement : Pierre Naville. Surréaliste, communiste, trotskiste, membre du PSU première et deuxième manière, Naville est l'auteur d'une œuvre importante, tendue par une exigence matérialiste dont la source se trouve chez Marx et Engels, comme il le rappelle dans la « Préface à la nouvelle édition » du premier volume de l'ouvrage *Le Nouveau Léviathan* (Anthropos, 1970). Il est, à ce titre, un interlocuteur stimulant pour Sartre, lui-même en quête d'un matérialisme fidèle à l'inspiration première de cette posture philosophique, la liberté.

### Quel bilan ?

Disons une fois de plus que l'originalité de l'étude menée par Birchall réside dans sa vocation à embrasser l'ensemble de la pratique politique de Sartre, au point qu'il n'est guère possible d'en rendre compte de manière détaillée en totalité. Un chapitre, « Le spectre de Trotsky », est consacré à la discussion par Sartre, dans les *Cahiers pour une morale* (Gallimard, 1983), du livre de Trotsky, *Leur Morale et la nôtre* (1938), et plus

spécifiquement de la question de l'articulation des fins et des moyens, de la morale et de la politique, ainsi qu'à l'interprétation de la pièce *Les Mains sales*. Si des éléments sont avancés, l'analyse mériterait ici d'être approfondie. En revanche, le chapitre VIII rapportant l'expérience du RDR (Rassemblement démocratique révolutionnaire, qui tenta de définir un socialisme démocratique) est très solidement documenté, ainsi que le chapitre XV sur l'importance du soutien que Sartre a apporté à la lutte des Algériens pour leur indépendance. Trois chapitres centraux traitent « classiquement » (parce que ce sont les moments de l'engagement sartrien qui ont le plus retenu l'attention des commentateurs, Birchall insistant cependant, ici encore, sur le lien non rompu avec la gauche antistalinienne) du rapprochement avec le PCF, de la rupture en 1956, du débat avec l'extrême gauche – en particulier avec Claude Lefort et *Socialisme ou Barbarie* – et des discussions sur la nature de l'URSS, « *État ouvrier dégénéré* » ou « *État dominé par la nouvelle classe bureaucratique* ». L'analyse se fait en revanche plus rapide lorsqu'il s'agit d'évoquer l'opposition de Sartre à l'intervention militaire états-unienne au Vietnam et sa présidence du Tribunal Russell, ou concernant sa présence lors des événements de Mai et son « compagnonnage » avec les maoïstes de la *Cause du peuple*.

Au terme de cette étude fouillée et toujours intéressante, Birchall établit, dans la logique de son parti pris, un bilan de l'action politique de Sartre, distribuant bons et mauvais points. À son actif : la création de la revue *Les Temps Modernes*, lieu de débats et d'échanges accueillant les différentes composantes de la gauche et lieu d'expression pour des penseurs dissidents voués sans cela aux publications marginales ; son opposition inébranlable au racisme sous toutes ses formes ; ses efforts pour créer un courant de gauche indépendant du stalinisme et de la social-démocratie (RDR) ; son anti-impérialisme intransigeant ; sa contribution à la renaissance du marxisme (avec *Questions de méthode*, 1957, repris au début de la *Critique de la raison dialectique*) ; son influence sur la génération de 1968 ; sa défense de la gauche révolutionnaire après 1968. À son passif : sa défense, pendant la période de 1952-1956, des régimes réactionnaires et autoritaires du bloc de l'Est ; l'inachèvement de la *Critique de la raison dialectique*, signe d'une incapacité à remplir le programme annoncé dans le premier tome ; son impuissance à orienter stratégiquement la gauche révolutionnaire au cours des années 1960 et 1970.

Une première remarque, à la vue de ce bilan : si certaines appréciations positives ou certains reproches, justifiés ou non, s'adressent bien à l'intellectuel engagé que Sartre revendiquait être, d'autres visent un leader politique qu'il n'a jamais prétendu incarner. Une seconde, qui voudrait retenir le couperet sanctionnant l'échec de la *Critique de la raison dialectique* : si l'inachèvement est la

---

*Birchall ne prétend pas aborder son sujet sous couvert de neutralité objectiviste, il revendique son parti pris envers la gauche du PCF, plus précisément envers la gauche trotskiste. Faut-il le lui reprocher ? Nous ne le pensons pas.*

---

marque de l'échec dans le cadre de l'œuvre de Sartre, alors la sévérité du jugement ne doit pas être réservée à la seule *Critique de la raison dialectique*, mais à une grande partie de son œuvre non seulement philosophique, mais également romanesque. Ce critère de l'inachèvement relève sans doute d'un autre registre d'appréciation que celui de l'échec dans lequel Birchall l'inscrit. L'inachèvement ne serait-il pas plutôt le signe d'une recherche exigeante, peu encline au dogmatisme ?

#### Une question de méthode

« Mais il souligna aussi fréquemment que la liberté s'exerçait toujours en situation. On ne peut comprendre pleinement la complexité de l'engagement de Sartre pendant la période 1952-1956 qu'en le replaçant dans son contexte » (p. 212). Ayant rendu compte du contenu de l'ouvrage de Birchall, nous voudrions profiter de l'occasion qu'il nous offre

Ce contexte est construit par l'analyste comme un ensemble organisé de conditions extérieures dans lequel il installe les sujets qu'il étudie ; le présupposé étant que cet environnement « détermine », à des degrés divers, ce que sont et ce que font ces sujets. Ces conditions, dont on assure qu'elles sont déterminantes, sont en ce sens confondues avec les raisons d'être et de faire des sujets, lesquels sont alors offerts tout en extériorité au regard de l'analyste. La contextualisation offre ainsi une position de surplomb (c'est le but de l'opération) à l'historien ou au chercheur, du haut des conditions déterminantes qui sont autant de pièces d'un décor dans lequel il fait entrer tour à tour les acteurs ; position qui lui permet, comme le veut l'expression, de « dominer son sujet ».

Autant dire que les notions de situation et de contexte obéissent l'une et l'autre à deux logiques différentes. La notion de « situation », qui ne

---

*Lorsque Sartre se projette dans l'entreprise du compagnonnage, il ne découvre pas, ni ne se dissimule le stalinisme en soi, il accorde au PCF la valeur ou la signification de représenter la classe ouvrière, seule force à même de réaliser le programme socialiste qu'il appelle alors de ses vœux.*

---

pour tenter une remarque de méthode. Cette citation qui rapproche « situation » et « contexte » et qui, en vérité, les identifie, est particulièrement opportune. Comme on le sait, et comme le rappelle Birchall ici, le concept de « situation » est central dans l'argumentation philosophique de Sartre qui maintient et met à l'épreuve tout au long de sa réflexion la thèse paradoxale (entendons, revendiquée comme telle) d'une liberté à la fois absolue *et* située. L'absolu ici ne doit pas être confondu avec un absolu d'être (Dieu), il est un absolu d'existence ; en d'autres termes : l'être libre *n'est pas*, mais *a à être*. Ou encore : l'être libre ne possède aucune nature humaine, car si tel était le cas il serait fait ou déterminé par cette nature, et n'aurait donc pas à être. Donc l'être libre n'est non pas fait par la nature humaine, mais se fait être à la mesure de la condition humaine. L'un des éléments constitutifs de cette condition humaine est la situation, au même titre, par exemple, que la mortalité de l'être libre. Aussi, être situé ne signifie pas seulement être confronté à des conditions extérieures comme à des limites, puisque le fait de se rapporter à ces conditions est un fait humain. Autant dire que pour l'être libre, ne pas être situé serait équivalent au cercle carré.

Si nous nous tournons maintenant vers la notion de contexte, quelle est la logique qui lui donne sens ? Pour rendre compte d'un discours, d'une attitude, d'un comportement, qu'ils soient individuels ou collectifs, il est particulièrement de bon ton, dans les sciences sociales en général et en histoire en particulier, de faire appel au « contexte », censé receler la clef de compréhension.

ménage aucune position confortable d'extériorité, interdit en effet de jouir du privilège de la contemplation car elle conduit à penser que l'observateur et l'observé sont inscrits dans une relation qu'il n'est pas possible de délier. Cela ne condamne nullement au relativisme, à n'entrevoir la réalité que de son point de vue : la « situation » ouvre, au contraire, sur une réalité plus riche, faite de la relation elle-même, celle de l'observateur et de l'observé.

Dans son livre, Birchall voudrait pouvoir concilier l'inconciliable, la logique de la situation et celle de la contextualisation. Il suit d'abord la première en affichant son parti pris : qui prend parti assume pleinement le fait d'appartenir à une situation, dans laquelle, nous l'avons vu, il n'y a aucun point d'appui pour se mettre en surplomb. Puis il l'abandonne pour suivre la seconde qui transforme le parti pris en vérité. En l'occurrence, il s'agit de la vérité trotskiste du stalinisme, un « stalinisme en soi », point d'appui nécessaire à l'observateur au-dessus de la mêlée, et autour duquel Birchall construit un scénario qui le mène à dévoiler, dans un premier temps, toute la complexité du contexte dont il peut faire bénéficier Sartre, et, dans un deuxième temps, à décrire celui-ci comme disposant du contact possible avec la gauche antistalinienne tout en se rapprochant du Parti communiste.

Mais le stalinisme en soi n'existe pas. Lorsque Sartre se projette dans l'entreprise du compagnonnage, il ne découvre pas, ni ne se dissimule le stalinisme en soi, il accorde au PCF la valeur ou la signification de représenter la classe ouvrière, seule force à même de réaliser le programme socialiste qu'il appelle alors de ses vœux. C'est notamment



à la lumière de ce projet qu'il donne sens au stalinisme. Convient-il que l'historien substitue à ce sens le sens de l'histoire ?

Conformément à la thèse sartrienne de l'entremêlement du cognitif et du politique, cette distinction conceptuelle entre contexte et situation pourrait concerner la définition même du projet politique, pour autant qu'on la rapporte à l'une des intuitions philosophiques centrales de Sartre, la critique du volontarisme. « *Mais il y a plus: loin que la volonté soit la manifestation unique ou du moins privilégiée de la liberté, elle suppose au contraire, comme tout événement du pour-soi [de la conscience], le fondement d'une liberté originelle pour pouvoir se constituer comme volonté. La volonté, en effet, se pose comme décision réfléchie par rapport à certaines fins. Mais ces fins, elle ne les crée pas.*<sup>4</sup> » Le volontarisme consiste à ignorer cette dépendance de la volonté vis-à-vis de la liberté et son statut de simple gestionnaire des moyens, et de s'en remettre à des fins déjà données.

Ce cas de figure est parfaitement illustré par l'économisme dominant qui pose la réalité économique comme un ensemble autonome régi par des lois réputées naturelles, au regard duquel l'activité politique est assimilée quasi unanimement à un activisme volontariste (qu'il s'agisse de sa caricature

sarkozyste ou de la dénonciation par l'opposition de gauche de « *l'absence de volonté politique* »), qui en vérité condamne la politique à l'impuissance: celle-ci gère les moyens en fonction des fins que lui assigne l'économie. Aussi, au mieux, la politique se propose-t-elle de « réguler ». Cette naturalisation de l'économie installe le « contexte » dans lequel s'exerce la volonté. En revanche, l'être en situation n'est pas confronté à un « contexte », à une réalité extérieure pourvue d'une valeur absolue, mais à une réalité dont la signification est relative au projet d'un tel être, aux fins qu'il projette sur elle. Et tel est peut-être pour nous l'enseignement principal, indissociablement philosophique et politique, des engagements de Sartre. Une situation est contestable parce qu'elle est contestée. ■

#### NOTES

- 1. Jean-Paul Sartre, « Matérialisme et révolution » (1946), in *Situations III*, Paris, Gallimard, 1949, p. 220-221. ■ 2. John Gerassi, *Sartre, conscience haïe de son siècle* (1992), cité par Ian Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française, op. cit.*, p. 43 [nous soulignons, M. K.]. ■ 3. Jean-Paul Sartre, *Œuvres romanesques*, Paris, Gallimard, 1981, p. 1828. ■ 4. Jean-Paul Sartre, *L'Être et le néant*, Paris, Gallimard, 1976, p. 497 [Nous soulignons, M. K.].